

contrats. (Environ \$45 millions des ventes effectuées aux États-Unis portaient sur des produits commerciaux.) Des ventes importantes, de nature commerciale plutôt que militaire, ont également été effectuées en Europe (8 pour cent), en Afrique (6 pour cent), et dans les pays du Pacifique, de l'Asie, de l'Amérique latine et des Antilles (2 pour cent dans chacune de ces quatre régions).

En plus des activités décrites ci-dessus la CCC a été autorisée depuis 1976 à assumer un rôle nouveau de maître d'oeuvre dans des projets d'immobilisation. Elle a enregistré de faibles succès dans ce domaine.

La CCC aide également les entreprises canadiennes à décrocher des contrats financés par des organismes des Nations-Unies et des banques de développement multilatérales comme la Banque mondiale. Elle a remporté de nombreux succès dans le cas des organismes des Nations-Unies avec lesquels elle a obtenu un nombre important de contrats. À cet égard, elle a contribué à faire connaître au secteur privé les autres débouchés qui s'ouvrent dans ces domaines.

Les activités de la CCC portent sur un large éventail de biens et de services et ses clients canadiens proviennent de toutes les régions du pays. Environ la moitié des sociétés avec lesquelles la CCC a conclu des contrats en 1983-84 étaient de petites entreprises employant moins de 100 personnes ou ayant un chiffre d'affaires inférieur à \$5 millions. Plus des trois quarts des contrats signés par la CCC portaient sur des montants de moins de \$100,000.

La CCC rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du ministre du Commerce extérieur. Elle est financée au moyen de crédits annuels votés par le Parlement (\$17.2 millions en 1983-84) qui couvrent ses frais d'administration et de fonctionnement. Depuis 1976, le gouvernement a, depuis 1946, contribué pour \$20 millions au capital de la Corporation. Le coût des activités de la CCC n'a cessé de baisser et il représente maintenant en moyenne moins de 3 pour cent de la valeur des ventes en 1983-84.

La Corporation comprend deux entités, un groupe de l'administration centrale (24 employés de la société d'État) à Ottawa et la Direction des approvisionnements pour l'exportation (DAE) du ministère des Approvisionnements et Services à Hull (98 fonctionnaires). Le groupe de l'administration centrale est responsable des questions touchant la Corporation, notamment de la politique, des renseignements financiers, de l'information et des aspects légaux et publicitaires de la CCC, ainsi que